

# Gibraltar, caillou sur la voie de l'accord sur le Brexit

**Union européenne L'Espagne menace de ne pas signer l'accord, jugeant le texte trop imprécis sur l'avenir du Rocher.**

Paco Audije  
Correspondant à Madrid

**G**ibraltar est un caillou britannique dans la chaussure de l'Espagne. Il pourrait aussi devenir une source d'embarras pour l'Union européenne. Le Premier ministre espagnol Pablo Sanchez a en effet menacé mardi de ne pas approuver l'accord de retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne, lors du sommet européen de dimanche prochain. *"Nous ne pouvons pas concevoir que ce qui se passera à l'avenir concernant Gibraltar dépende de négociations entre le Royaume-Uni et l'Union européenne"*, a indiqué M. Sanchez lors d'une conférence de presse organisée par *The Economist* à Madrid. L'Espagne estime en effet que l'article 184 du texte ne stipule pas clairement que la situation post-Brexit de l'enclave britannique située au sud de la péninsule ibérique doit faire l'objet de négociations bilatérales distinctes entre Madrid et Londres.

Ce durcissement a lieu environ une semaine après la conclusion d'un accord entre les négociateurs européens et britanniques sur le projet d'accord de retrait, auquel est annexé un protocole sur Gibraltar. *"Nous sommes conscients des préoccupations espagnoles"*, a assuré mardi le porte-parole en chef de la Commission européenne, Margaritis Schinas, lors du point presse de l'institution. Et de rappeler que les lignes directrices données par les chefs d'État et de gouvernement des vingt-sept aux négociateurs européens précisent clairement *"qu'aucun accord entre l'Union européenne et le Royaume-Uni ne peut s'appliquer au territoire de Gibraltar sans accord entre le Royaume d'Espagne et le Royaume-Uni"*. M. Schinas s'est cependant refusé à préciser s'il était encore possible de rouvrir le texte du projet d'accord – approuvé par les ministres des vingt-sept et le gouvernement britannique – pour satisfaire les Espagnols ou d'apporter la précision demandée dans la déclaration conjointe des deux parties sur le cadre de leurs relations futures.

*"J'ai le regret de dire que [l'Espagne] votera 'non', s'il n'y a pas de changement."*

Pedro Sanchez  
Premier ministre espagnol

## L'opposition est furieuse

Sous pression de l'opposition de droite du Parti populaire, M. Sanchez ne peut céder sur ce sujet. José Ramón García-Hernández, porte-parole des relations extérieures du PP, avait déjà qualifié l'accord de *"plus grand fiasco de la politique extérieure de l'Espagne depuis cent ans"*. Et un ancien ministre des Affaires étrangères PP, José Manuel García-Margallo a reproché à l'Espagne d'avoir renoncé à ses demandes de souveraineté sur Gibraltar. Selon le PP, le gouvernement socialiste de Pedro Sánchez a renoncé à utiliser son droit de veto pour gagner du terrain à Gibraltar. Pourtant, dans le texte du protocole, il est inscrit que *"les positions respectives du Royaume-Uni et d'Espagne sur la souveraineté"* ne doivent pas nécessairement subir de modification en raison du Brexit.

Il est déjà établi que des comités bilatéraux seront créés pour traiter des douanes et des rapports policiers; de l'environnement et de la lutte contre la contrebande (surtout de cigarettes). Les travailleurs transfrontaliers auront des droits égaux en ce qui concerne leur salaire, retraite, système de santé et allocations de licenciement. Pareillement, ils continueront à avoir le droit d'entrée et de sortie du territoire sans nouveaux encombres, au moins pendant la période dite de transition post-Brexit, qui s'étendra jusqu'au 31 décembre 2020, et peut-être au-delà. Une coordination semble avoir été aussi établie pour le traitement des ordures, la pêche, l'investigation scientifique et la qualité de l'air.

## Une coopération inédite

Selon le texte publié, l'accord conclu entre l'Union européenne et le Royaume-Uni sur les effets

du Brexit à Gibraltar crée un nouveau cadre de coopération, inédit, entre Londres et Madrid. Les deux parties se sont ainsi engagées à négocier un traité sur la fiscalité. Mais la question, très épineuse, de l'aéroport a été mise de côté. L'Es-

pagne continue à considérer que la piste (inaugurée par les Britanniques en 1949) fut construite sur une zone non attribuée à Londres par le traité d'Utrecht (de 1713).

Il faut aussi rappeler l'énorme différence de niveau de vie entre Gibraltar et les municipalités espagnoles environnantes. *"La zone du Campo de Gibraltar reste particulièrement touchée par l'existence de ce régime économique spé-*

*cial [de Gibraltar]"*, a répondu Nadia Calviño, ministre de l'Économie. Elle connaît un taux de 25 % de chômage, une grande activité des narcotrafiquants et elle reçoit quotidiennement l'arrivée irrégulière de migrants venant d'Afrique.